

Qui profite de la mondialisation

ou la face hideuse du capitalisme

Le terme de mondialisation est de plus en plus employé par les journalistes et les hommes politiques, il leur sert d'explication sinon d'excuse pour toute entaille dans le système social que les syndicats ont acquis à force de cent ans de luttes souvent sanglantes ainsi que pour imposer des mesures impopulaires prises sous la prétendue contrainte de la concurrence étrangère. Il n'est donc que normal que de plus en plus de citoyens prennent peur devant cette démolition des acquis sociaux qui met en question également le système politique basé sur la démocratie, mais peu savent exactement de quoi il en retourne. L'intérêt grandissant s'est bien vérifié lundi, le 27 janvier 1997: près de 300 personnes avaient suivi l'invitation du Séminaire ISIS du Centre Universitaire à une conférence de Riccardo Petrella, professeur à l'Université catholique de Louvain, et Gérard de Séllys, journaliste à la RTBF et collaborateur du *Monde diplomatique*, qu'il avait organisé en collaboration avec l'Action Solidarité Tiers Monde, le Mouvement écologique, les Amis du *Monde diplomatique*, le Centre culturel *Imagine* du Parlement européen.

Gérard de Séllys a été bouleversé par une phrase de son fils qui a douze ans: "*Quand j'irai travailler - si jamais j'ai un emploi - je ferai ...*" A douze ans la plupart de nos lecteurs faisait les mêmes rêves, mais aucun n'aurait sans doute fait la restriction *si jamais j'ai un emploi*. La crise du chômage atteint les rêves des enfants!

Quand on supprime des milliers d'emploi dans l'entreprise des P&T ou aux chemins-de-fer, les hommes politiques expliquent ces licenciements par la privatisation prochaine de ces entreprises qui serait nécessaire dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Gérard de Séllys n'a aucune difficulté à démontrer que la poste avait été une des premières entreprises vraiment mondiales: dès le XIXe siècle des accords internationaux ont permis l'acheminement de lettres du Luxembourg aux Etats-Unis sans qu'il ait fallu payer un timbre à chaque passage de frontière. Et pour le téléphone il en a été de même. Alors pourquoi la poste devrait-elle être privatisée pour se mondialiser?

Le journaliste belge voit une explication dans l'histoire du capitalisme: A chaque fois que le système économique dominant entrât dans une période de crise, il cherchait à se refaire une santé par une extension géographique. A la dépression du XV^e siècle répondit l'expansion coloniale en Amérique latine; à la première crise capitaliste au XIX^e siècle, répondit la vague de conquêtes impérialistes en Afrique et Asie. A la crise actuelle, déclenchée lors du premier choc pétrolier en 1973, le capitalisme répond par la mondialisation. Pour réduire les coûts de production, les entreprises cherchent à éliminer tout capital mort, p. ex. en passant à la production *just in time* pour éviter les

stocks. Et on privatise les entreprises publiques rentables, c.-à-d. promettant des bénéfices.

Le secteur de pointe de cette évolution est celui des télécommunications et des transports. Il connaît une croissance de 7% par an. La délocalisation des entreprises vers des régions où le prix de la main-d'oeuvre est meilleur marché - le Tiers Monde, mais aussi des zones franches dans nos régions - en est une explication, le travail délocalisé *on-line* une autre. SIDMAR, qui appartient au groupe ARBED, occupe des ingénieurs qui travaillent *on-line* aux Philippines. Cette mondialisation fait que 17 entreprises mondiales, occupant 0,14% de la main-d'oeuvre disponible dans le monde, font un profit qui est supérieur au revenu de la moitié de l'humanité!

Mais ce qui est nouveau, selon Riccardo Petrella, c'est que la mondialisation qui est un fait dans un secteur économique précis sert de norme pour d'autres domaines économiques et même non-économiques, est donc utilisée à des titres idéologiques. Au lieu de constater le phénomène et de chercher à en limiter si nécessaire les dégâts, les hommes politiques font tout pour faciliter son extension, pour créer des conditions favorables afin que le local, le national puisse s'intégrer le plus facilement possible au mondial. La mondialisation est considérée comme *normal*, elle n'est pas du tout mise en question. C'est le particulier qui est considéré comme allant contre le sens de l'histoire, comme étant contraire à la nature. La libéralisation, la déréglementation, l'abolition de toute contrainte qui empêcherait le marché national à s'intégrer dans le marché mondial est devenue l'impératif des politiques.

17 entreprises mondiales, occupant 0,14% de la main-d'oeuvre disponible dans le monde, font un profit qui est supérieur au revenu de la moitié de l'humanité!

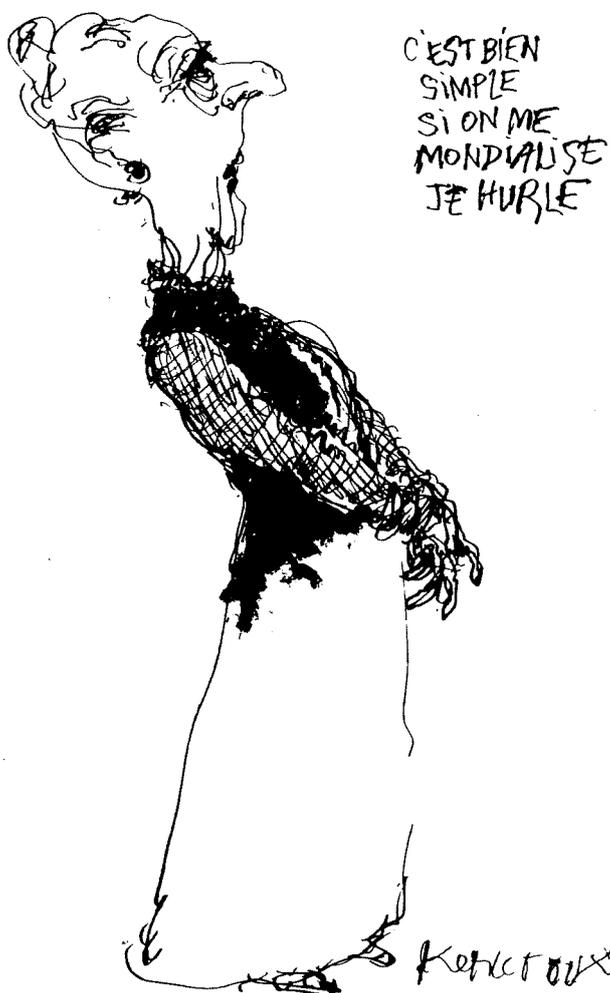
Une entreprise n'est dite rentable que si elle est forte, grande, rapide, mondiale. Des entreprises parfaitement profitables comme Sandoz et Ciba-Geigy (ou comme la CLT et l'UFA, pourrait ajouter un Luxembourgeois) fusionnent pour devenir un géant mondial. Jadis, une entreprise rentable bouffait une entreprise déficitaire pour augmenter ses profits. Aujourd'hui ce sont celles qui font les plus gros bénéfices qui fusionnent. Le résultat en est que des milliers d'employés sont licenciés, parce qu'ils constituent un double emploi: ils faisaient chacun dans son entreprise la même chose que l'autre dans la sienne. Pour les actionnaires de l'entreprise unique cette duplicité est un facteur de coût qu'il faut supprimer. Les bénéfices sont donc plus grands que la somme des bénéfices des deux entreprises absorbées. Le bénéfice est le seul critère de décision économique.

Pour faciliter cette accumulation de bénéfices, pour faciliter la mondialisation, l'Etat doit déréglementer. Seules les entreprises privées sont supposées capables de poursuivre une stratégie mondiale. Les lois nationales ne doivent pas les en empêcher. Et à la fin l'Etat devient superflu. (Comme chez Marx.) Le marché est réputé auto-régulateur. Adam Smith l'avait déjà prophétisé au XVIII^e siècle, Hans Bangemann ne fait que le répéter: *Let the market lead the world*. C'est le marché qui dirigera la société, lui dictera ses comportements. Pour les libéraux - et tous nos gouvernements, même ceux qui se disent socialistes, en sont - la liberté de marché est la liberté fondamentale, sinon l'unique liberté qui compte. Toutes les autres libertés, y compris la justice sociale en dépendraient. Mais malgré la promesse du bonheur pour tous qu'apporterait la liberté de produire et de commercer, les masses populaires, au cours des 200 ans qui se sont écoulés depuis, n'ont guère vécu un tel effet.

Il faut donc continuer à éliminer tout ce qui n'est pas rentable. Il faut faciliter les déplacements d'usines selon l'unique critère du plus grand profit. Il faut éliminer les *ressources humaines* qui constituent des facteurs de coût trop élevés, qui ne sont pas flexibles, dont la qualification devient obsolète en moyenne après sept ans de service et qui ne sont pas recyclables. Petrella attire l'attention sur la terminologie des chefs de personnel: ils parlent de *ressources humaines* au lieu d'hommes et de femmes, de travailleurs et d'ouvriers. Et Gérard de Sélys de renchérir: les documents de la Commission de l'Union Européenne préfèrent le terme encore plus révélateur de *capital humain*. Et il n'y a là rien d'étonnant puisque la Commission n'hésite pas à faire écrire ses livres blancs ou verts par la "Table ronde européenne des industriels".

Pour ces décideurs le droit de l'homme à l'existence dépend de sa rentabilité pour les entreprises mondiales. C'est le marché auto-régulateur qui lui accordera des droits. Si la Déclaration universelle des Droits de l'Homme prétend que les hommes naissent libres et égaux, les adeptes du libre marché disent de plus en plus franchement que non, que tout être humain doit d'abord mériter le droit à une nourriture régulière, à la santé, à l'éducation, au travail, à la sécurité sociale, par sa valeur marchande, par son apport au marché.

Le marché devient souverain. Il n'y a plus de souveraineté des citoyens ou des nations. Les entreprises multinationales contournent depuis longtemps les lois nationales. Les gouvernements ne servent plus à rien. Les parlements n'ont plus de décisions à prendre. La démocratie, qui n'a de toute façon associé au



Kerleroux in: Le Monde

pouvoir qu'une bourgeoisie plus ou moins élitaire, doit se rendre compte que son rôle d'alibi touche à sa fin. La seule lutte qui vaille encore l'enjeu, c'est celle de la souveraineté sur le marché.

Alors que faire? Y a-t-il un espoir que les hommes puissent s'échapper de cette emprise de l'économique? Mais n'est-ce pas ce sentiment d'impuissance qui fera précisément l'affaire des libéraux, parce qu'il empêche une réaction vigoureuse?

Les deux auteurs étaient unanimes à dire que l'immense succès de leur conférence au Luxembourg - le plus grand amphithéâtre du Centre universitaire était bondé et comptait sans doute le double d'auditeurs de ce que permettent les normes de sécurité (140 sièges) - était un signe d'encouragement qu'ils observent aussi à l'étranger. Que les élites politiques, surtout celles des partis établis, en aient été absentes ne doit pas non plus étonner: elles ont perdu tout contact avec les inquiétudes réelles de leurs électeurs. Le nombre de gens qui se posent des questions, qui ont

des doutes que la mondialisation, les privatisations à outrance, la libéralisation et le recul de l'Etat aient les conséquences bénéfiques pour le grand nombre et non seulement pour une petite minorité, qui ont tout simplement peur, grandit de jour en jour. Petrella compte d'une part sur le mouvement associatif, dont la jeunesse et la vitalité tranche avec les grosses machines que sont devenues les syndicats et les Eglises, et d'autre part sur des intellectuels qui faisaient partie du système, que ce soit dans l'industrie ou dans les syndicats ou dans les Eglises, p. ex., mais qui en ont découvert la face hideuse, qui se sont rendu compte qu'ils apportaient leur part à un système qui tue.

Une première nécessité sera, selon Petrella, de désarmer la puissance financière qui est le noeud du système. Et sur ce plan le Luxembourg a ses responsabilités. Il constitue un de ces paradis fiscaux qui contribuent à légaliser la criminalisation de l'économie internationale qui fait ses bénéfices sans se soucier de la moralité des affaires. A cette fin il faut lutter pour rétablir la primauté du politique. Alors que le gouvernement allemand ne se fatigue pas de réclamer une indépendance absolue de la future banque centrale

européenne de tout pouvoir politique, il faudra absolument veiller à ce qu'un pouvoir fort contrôle et oriente la politique monétaire de la banque. A la mondialisation des entreprises privées il faudra répondre par la création d'un impôt mondial: 0,5% sur les transactions monétaires internationales suffirait pour éponger la dette des pays pauvres et permettrait de contrôler tant soi peu les transferts spéculatifs. Il faut donc exiger la création d'une autorité fiscale mondiale.

Les deux auteurs divergent pour savoir s'il faut socialiser tous les moyens de production - solution défendue par Gérard de Sélys, qui doute de l'efficacité des appels à la solidarité -, ou s'il suffit de garantir la propriété publique des éléments essentiels comme l'eau, l'air, le sol ou encore des micro-organismes, du capital biotique, et de l'accès gratuit pour tous à l'éducation, à la santé, aux transports communs, ... comme le préconise Riccardo Petrella. Selon lui, la propriété communautaire ne doit pas être complémentaire ou subsidiaire à la propriété privée, mais constituer un droit de toute communauté au même titre que la propriété privée.